

Vœux aux personnalités

Haras départemental de Jardy - Mardi 9 janvier 2024

Discours de Monsieur Georges Siffredi

Président du Département des Hauts-de-Seine

Monsieur le Président du Département des Yvelines, mon cher Pierre,
Messieurs les Préfets,
Mesdames et Messieurs les Conseillers départementaux,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Conseillers régionaux,
Mesdames et Messieurs les Maires,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Vous recevoir au domaine de Jardy, pour cette cérémonie des vœux, a une saveur toute particulière cette année.

Notre haras départemental sera en effet au cœur de l'attention dans tout juste 197 jours, alors qu'il accueillera la flamme olympique lors de son périple alto-séquanais.

Il ne pouvait en être autrement, tant Jardy est le symbole de ce que nous voulons faire de ces Jeux. Terre d'excellence, qui accueille les plus grands concours de France, le premier centre équestre de notre pays est également le théâtre des cross et des trophées sportifs de nos collégiens, mais aussi des promenades de milliers de nos concitoyens.

Notre domaine démontre ainsi combien sport de haut niveau et sport pour tous sont les deux faces d'une même médaille : celle de la vitalité de notre territoire. Car si les Jeux demeurent le temple de la performance, ils sont aussi l'occasion de démocratiser la pratique du sport, et d'en faire un véritable vecteur d'éducation et de citoyenneté, à l'image de ce que notre Département propose avec le projet NOHa.

Ce programme, l'une des nombreuses actions que nous déployons autour de cette Olympiade, bâti autour du parasport, de l'apprentissage de la natation et des valeurs du sport, permettra aux 4 000 collégiens participants d'assister aux épreuves de natation paralympique, en septembre 2024 à Paris La Défense Arena, leur offrant un moment unique dans leur vie.

Oui, cette aventure olympique et paralympique sera assurément, pour nos concitoyens, le temps fort de l'année à venir. Un nouveau défi que les Hauts-de-Seine et les Yvelines vivront ensemble, puisque nos départements vont accueillir 14 épreuves, dont le marathon et le cyclisme qui sillonneront nos deux territoires.

Seul le prononcé fait foi

C'est là une belle reconnaissance pour nos terres de Jeux, terres des champions que nous avons la chance d'avoir à nos côtés ce soir, et que nous soutenons ardemment dans leurs préparations et dans leurs clubs.

Certains d'entre vous porteront d'ailleurs nos couleurs cet été, marchant dans les pas de Laura Flessel ou Teddy Rinner, ces grands noms alto-séquanais qui ont marqué les JO. Nous vous souhaitons, de toutes nos forces, la plus grande des réussites.

Vous continuerez ainsi d'écrire l'histoire olympique de nos départements, incarnée par un lieu emblématique qui, il y a cent ans, accueillait la cérémonie d'ouverture des dernières Olympiades organisées en France : le mythique stade départemental Yves-du-Manoir, que nous avons entièrement reconstruit, premier site de compétition livré pour les Jeux de cet été, où se dérouleront les épreuves de hockey sur gazon.

Dans cette enceinte comme dans l'ensemble des sites olympiques et paralympiques, un mot d'ordre résonnera : plus vite, plus haut, plus fort, ensemble. Une devise que nos deux départements ont fait leur, mon cher Pierre, depuis huit ans maintenant.

Commande publique exemplaire, construction durable, infrastructures d'ampleur comme EOLE – qui va enfin se prolonger jusqu'à Nanterre avant de rejoindre les Yvelines dans les prochaines années –, soutien à l'investissement dans nos départements franciliens à travers le dispositif unique en France du FS2I, mobilisation en faveur de l'autonomie des séniors qui est, nous le savons, le grand défi des années à venir : oui, sur tous ces sujets, et sur tant d'autres encore, nos deux départements, ensemble, jouent collectif, au bénéfice des Yvelinois et des Alto-séquanais.

Au-delà des frontières et des carcans administratifs, dépassant les barrières de l'immobilisme, nous innovons, nous faisons vivre les énergies, nous soutenons les initiatives locales. Bref, pour rester dans le ton de cette année olympique, nous mouillons le maillot, avec un seul cap : celui de l'efficacité de l'action publique.

C'est ce que nous portons désormais à travers l'ADIF, l'association des Départements d'Ile-de-France, que nous avons créée cet automne et que tu présides, mon cher Pierre, pour promouvoir la pertinence, la légitimité et l'efficacité de l'échelon départemental dans l'architecture institutionnelle francilienne extravagante qui s'impose à nous.

Le contexte actuel rend cette nécessité plus que jamais impérieuse.

Car les départements n'ont jamais connu pareille situation : celle d'une crise structurelle de notre modèle de financement dont, pour l'heure, nous ne voyons guère l'issue. Alors que nous avons, depuis quatre ans, perdu tout levier fiscal, nos ressources dépendent désormais du bon vouloir de l'Etat, qui n'en finit pas de perpétuer un jacobinisme suranné et obsolète, et de réduire nos collectivités à de simples exécutants de décisions prises sans véritable concertation.

La crise de l'immobilier vient assombrir encore ce tableau préoccupant. La chute de nos recettes liée à l'effondrement des transactions, couplée à une hausse importante de nos dépenses contraintes et des besoins de nos concitoyens en matière de solidarités, font peser une menace inédite sur les départements de France. Certains d'entre eux ne savent même pas, à ce jour, comment ils pourront équilibrer leur budget cette année. Ces difficultés ont assurément un impact sur la capacité des collectivités à poursuivre leurs investissements et, quand on sait qu'elles sont les acteurs majeurs de l'investissement public – c'est tout particulièrement vrai dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines, où nos départements ont investi en 2023 plus d'un milliard d'euros –, nul besoin d'être un grand économiste pour en comprendre les effets délétères sur la croissance et l'emploi dans notre pays.

Seul le prononcé fait foi

Où est donc la solution déterminante tant attendue pour redonner à nos collectivités la pleine capacité de protéger nos concitoyens et d'adapter nos territoires aux défis de l'avenir ? Celle qui s'attaque aux racines du problème, je dirais même au péché originel, de la suppression pure et simple de notre autonomie fiscale, et donc de notre libre-administration, pourtant garanties par la Constitution.

Depuis 7 ans maintenant, nous avons l'impression de courir le marathon sans fin de la décentralisation : une grande réforme est régulièrement annoncée aux Français, des missions sont périodiquement chargées de remettre des rapports, et puis rien ne se passe, abimant au passage la parole présidentielle et la crédibilité de l'action politique.

Si je tiens à saluer sincèrement la qualité du dialogue que nous entretenons avec vous, Messieurs les Préfets, et la relation de travail franche et confiante que nous avons construite, force est hélas de constater qu'elle s'inscrit dans un cadre institutionnel, celui des rapports entre l'Etat et les collectivités territoriales, qui n'est plus adapté aux enjeux de notre temps.

Nous, élus locaux, ne cessons de le répéter : la balle est dans le camp de l'exécutif, qui fait depuis trop longtemps cavalier seul. Il faut, pour cela, que cesse de manière définitive une petite musique lancinante. Celle qui pointe du doigt les départements, estimant que l'administration centrale pourrait faire mieux que nous, ouvrant la voie à des recentralisations incompréhensibles. Qui peut penser que l'Etat ferait mieux quand on se souvient de l'état des collèges ou des routes avant 1983 ? Qui peut penser que l'Etat ferait mieux en matière de protection de l'enfance quand on se souvient des DDASS, quand on sait que les services de la protection judiciaire de la jeunesse sont exsangues ? Qui peut penser que l'Etat ferait mieux alors que nous assurons la mise à l'abri des personnes se déclarant mineures non accompagnées, qui relève pourtant, jusqu'à l'évaluation de leur minorité, d'une compétence régaliennne, celle de la gestion des flux migratoires ?

Ainsi, en matière de relation avec les collectivités territoriales, les politiques menées n'effleurent même pas la cible des promesses. Non, la décentralisation, ce n'est pas prendre sans concertation des décisions qui grèvent notre pouvoir d'agir. Ce n'est pas davantage se tourner vers les acteurs de proximité que sont les communes et les départements uniquement en cas de crises, comme cela s'est vu encore lors des émeutes de l'été dernier, après avoir fait de même pendant la crise sanitaire ou la crise des Gilets jaunes, nous chargeant de recoudre par le bas un pays fracturé par le haut.

L'enjeu, aujourd'hui, c'est de retrouver la maîtrise de notre destin. C'est d'insuffler un nouvel élan de liberté, essentiel en ces temps difficiles pour la France, pour que nous puissions continuer à faire de nos départements, qui célèbreront cette année leur 60 ans d'existence, ces institutions utiles pour les Yvelinois et les Alto-séquanais, qui produisent des résultats tangibles.

Nos départements forment des territoires harmonieux, dotés d'identités et d'âmes fortes, des terres de culture et de sport, des terres de solidarité dans l'effort et dans le partage, des terres belles, attractives et pleines de talents.

Plus que jamais, ils démontrent qu'ils sont présents sur tous les fronts pour répondre aux enjeux actuels. Car nous sommes ces collectivités de l'humain et du quotidien, celles qui accompagnent nos concitoyens à tous les moments de la vie, de la naissance au grand âge, de la salle de classe aux services d'aide à domicile et aux EHPAD.

Oui, le département est la collectivité qui agit et innove pour le bien-être de tous.

Nous le ferons cette année encore dans les Hauts-de-Seine, en ouvrant la préfiguration de la Maison de l'avenir, établissement inédit en France, imaginé avec le professeur Marcel Rufo, pour assurer aux enfants qui nous sont confiés un cadre favorable à leur épanouissement et à leur réussite. Nous le ferons à travers nos pôles sociaux, qui poursuivront leur modernisation et leur déploiement au plus près du terrain, pour offrir un accompagnement global aux Alto-séquanais.

Nous le ferons en continuant à investir, malgré la conjoncture, pour créer de nouveaux équipements publics, comme les collèges de Châtenay-Malabry et du Plessis-Robinson, le centre aquatique de la Grenouillère et, bien sûr, notre musée du Grand Siècle, dont nous avons posé la première pierre à l'automne.

Nous le ferons en nous tenant résolument aux côtés des communes, en mobilisant dans le cadre des contrats de développement près de 90 millions d'euros pour soutenir les projets des maires, et en poursuivant à Bagneux, à Clamart, à Clichy, à Gennevilliers, à Malakoff, à Nanterre notre action en faveur du renouvellement urbain avec notre dispositif « Quartier d'avenir ».

Nous le ferons en renforçant notre engagement pour un développement harmonieux et durable du territoire alto-séquanais. C'est le sens de la politique volontariste que nous conduisons en faveur du logement et de la rénovation énergétique du bâti. C'est le sens, également, de la stratégie départementale que nous allons mettre en œuvre pour accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans les Hauts-de-Seine. Le début de l'année 2024 sera ainsi marqué par la création d'une société d'économie mixte dont la mission sera de soutenir les communes, de créer des synergies avec les acteurs du secteur et de promouvoir l'innovation pour développer un véritable mix énergétique, et fournir à nos concitoyens une énergie locale, décarbonée, à un coût optimal.

Vous le voyez, par la diversité des actions que nous conduisons dans les domaines relevant de notre compétence, c'est une vision audacieuse de la décentralisation que nous défendons, avec Pierre et avec l'ensemble des conseillers départementaux, une vision conquérante pour faire de nos départements des territoires toujours plus solidaires, durables et attractifs, en dépit des contraintes auxquelles nous sommes confrontés.

Car c'est aussi cela, l'esprit de l'olympisme : la persévérance, la détermination, la capacité à surmonter les obstacles et à tenir face à l'adversité, pour atteindre l'objectif que l'on s'est fixé.

Oui, 2024 s'annonce, plus que n'importe quelle année, particulièrement sportive – et sur tous les plans ! Et je souhaite qu'elle soit couronnée de nombreuses victoires. Pour nos athlètes bien sûr, mais aussi pour nous tous, à titre individuel et collectif, afin que nous continuions d'écrire l'histoire des Hauts-de-Seine et de nos départements, une histoire riche de talents et de réussites, au service de l'ensemble de nos concitoyens.

Je vous souhaite une excellente année !



www.hauts-de-seine.fr

